

TERMES DE RÉFÉRENCE (TDR)

ÉVALUATION FINALE ET ENDLINE DU PROJET

**INNO-REBAB : Innovation-Information pour le Renforcement de l'Efficacité des
Banques d'Aliments du Bétail au Sahel**
Mise en œuvre au Burkina Faso, Mali et Niger

Sources de financement	- 3001800 - ARAA(AECID)-2023 - PEP : DE-81-2
Budget prévisionnel	- 13 307 963 F CFA TTC
Programme concerné	- Moyen d'Existence et Chaîne de Valeur (MECV)
Projet	PROJET INNO-REBAB : Innovation-Information pour le Renforcement de l'Efficacité des Banques d'Aliments du Bétail au Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger) - Composante 2 : " Projet de Recherche et d'Innovation pour des Systèmes d'exploitation agropastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest " (PRISMA).

1. RÉSUMÉ DE LA PRESTATION

Le projet INNO-REBAB, d'une durée de 24 mois et une No Cost Extension de 4 mois, vise à améliorer la disponibilité et l'accès à l'aliment bétail pour les pasteurs transhumants à travers le renforcement des Banques d'Aliments Bétail (BAB), la mise en réseau des informations, et l'élaboration de systèmes de réservation et d'achat anticipé.

Cette évaluation finale doit répondre aux questions fondamentales suivantes :

1. Quels sont les résultats atteints par le projet ?
2. Comment et pourquoi ces résultats ont-ils (ou non) été obtenus ?

L'objectif est de produire une analyse rigoureuse des effets du projet, en combinant des approches quantitatives et qualitatives, et d'alimenter les processus d'apprentissage des partenaires de mise en œuvre.

2. PORTÉE DE L'ÉVALUATION

- **Période couverte** : D'août 2023 à décembre 2025.
- **Zone géographique** : **Burkina Faso** : Sahel, Centre-Nord, Nord. **Mali** : Koulikoro, Sikasso. **Niger** : Zinder, Tahoua, Dosso, Tillabéry, Maradi

L'évaluation portera sur l'ensemble des activités mises en œuvre dans ces zones. Une attention spécifique devra être portée à l'impact de la situation sécuritaire sur les résultats. Des stratégies d'évaluation alternatives devront être proposées pour les zones non accessibles.

3. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le projet INNO-REBAB (Innovation-Information pour le Renforcement de l'Efficacité des Banques d'Aliments du Bétail au Sahel) a été mis en œuvre entre 2023 et 2025 dans plusieurs régions stratégiques du Burkina Faso, du Mali et du Niger, trois pays sahéliens fortement touchés par les crises climatiques, alimentaires et sécuritaires.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de Recherche et Innovation pour des Systèmes agropastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest (PRISMA), porté par l'ARAA/CEDEAO, avec un accent particulier sur la composante Aliments Bétail de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA).

Les populations pastorales et agropastorales de la région sont confrontées à une dégradation continue de leurs conditions de subsistance. L'accroissement de la variabilité climatique, la raréfaction des pâturages naturels, la pression foncière, les conflits liés à l'usage des ressources, et l'insécurité grandissante rendent de plus en plus difficile la transhumance, pilier central du mode de vie des pasteurs sahéliens. Dans ce contexte, la soudure pastorale, période critique de pénurie de ressources fourragères, devient un moment de forte vulnérabilité pour les troupeaux et leurs propriétaires.

Pour atténuer ces risques, les organisations de pasteurs ont mis en place, depuis plusieurs années, des Banques d'Aliments Bétail (BAB).

Ces dispositifs communautaires permettent de constituer des stocks locaux d'aliment bétail en période favorable, pour les rendre accessibles aux éleveurs transhumants en période de soudure. Malgré leur utilité reconnue, les BAB restent limitées par plusieurs obstacles majeurs :

- Des difficultés logistiques dans la gestion des stocks et des approvisionnements ;
- Un manque de transparence et de fiabilité de l'information sur la disponibilité et les prix ;
- Une absence de mécanismes de contractualisation solides avec les fournisseurs d'aliment bétail ;
- Une faible capacité d'anticipation et d'organisation des ventes auprès des pasteurs mobiles ;
- Une gestion inégalement professionnelle des comités de gestion (COGES) ;
- Des risques sécuritaires pesant sur les infrastructures, les stocks, les gestionnaires et les bénéficiaires.

Face à ces défis, le projet INNO-REBAB a proposé une approche intégrée et innovante, basée sur trois leviers complémentaires :

- Le renforcement des capacités organisationnelles, techniques et managériales des BAB, avec un appui ciblé aux comités de gestion (COGES) pour professionnaliser la gouvernance locale des stocks, améliorer la transparence, renforcer les outils de planification et fiabiliser les relations contractuelles avec les fournisseurs.
- La mise en place d'un système d'information et d'alerte multicanal, basé sur des technologies numériques (géolocalisation, enquêtes, tableaux de bord interactifs), pour améliorer l'accès à l'information sur la localisation, les prix, la disponibilité des stocks, la situation sécuritaire, et pour appuyer la prise de décision stratégique des pasteurs mobiles et des gestionnaires locaux.
- Le développement d'un service de réservation et d'achat anticipé d'aliment bétail, permettant aux éleveurs transhumants de sécuriser leurs achats à l'avance, d'obtenir de meilleurs prix, de planifier leurs parcours en fonction de la disponibilité et d'améliorer le respect des engagements contractuels entre opérateurs. Pour concevoir et tester cet outil, le projet a mobilisé des jeunes talents à travers l'organisation d'un Challenge Innovation Pastorale, qui a abouti au développement d'une application numérique de réservation et d'achat d'aliment bétail.
- Le projet a également mené quelques actions de plaidoyer, en collaboration avec le Réseau Billital Marobé (RBM) et l'ARAA, afin de promouvoir la reconnaissance des Banques d'Aliments Bétail comme infrastructures essentielles pour la résilience pastorale et de plaider pour l'intégration des importations exceptionnelles d'aliments bétail dans les dispositifs de réponse régionaux. Ces efforts, bien qu'encore limités, posent les bases d'une meilleure articulation future entre les initiatives communautaires et les mécanismes institutionnels.

L'innovation réside aussi dans la manière dont le projet articule le numérique, la gouvernance locale et les dispositifs traditionnels communautaires, en s'appuyant sur des organisations de la société civile fortement ancrées dans les territoires (notamment le RBM et ses membres locaux comme l'AREN, TASSAGHT, RECOPA et autres). Enfin, le projet porte une attention transversale à plusieurs enjeux clés :

- L'inclusion des femmes et des jeunes, en renforçant leur rôle dans les organes de gouvernance des BAB ;
- L'intégration de la gestion des risques sécuritaires dans les systèmes d'alerte et les stratégies d'approvisionnement ;
- La préparation aux crises pastorales exceptionnelles, notamment à travers un mécanisme d'importation exceptionnelle d'aliment bétail dans le cadre de la RRSA.

Dans ce contexte, l'évaluation finale du projet INNO-REBAB constitue une étape cruciale pour :

- Apprécier les effets réels de l'approche testée y compris les résultats différenciés pour les femmes, les jeunes et les autres groupes vulnérables ;
- Identifier les freins et leviers à sa mise à l'échelle en intégrant une analyse des barrières spécifiques limitant la pleine participation de ces groupes ;
- Capitaliser les apprentissages techniques, opérationnels et institutionnels en mettant en évidence les bonnes pratiques favorisant l'équité et l'inclusion des jeunes et femmes ;
- Et formuler des recommandations stratégiques pour l'intégration durable de ces dispositifs dans les politiques publiques nationales et régionales, tout en garantissant la prise en compte systématique de la dimension genre et jeunesse.

4. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

Objectif général :

Analyser la performance du projet et comprendre comment les activités mises en œuvre ont contribué (ou non) à l'atteinte des résultats attendus, y compris en matière d'égalité de genre et d'inclusion des jeunes.

Objectifs spécifiques :

- Évaluer les effets du projet sur l'accès aux aliments bétail, la résilience des pasteurs et le fonctionnement des BAB.
- Identifier les changements attendus et inattendus (positifs ou négatifs), avec une attention spécifique l'égalité de genre et à l'inclusion des jeunes.
- Analyser la participation, le rôle et les bénéfices spécifiques des femmes et des jeunes dans les dispositifs et innovations mises en place (BAB, systèmes d'information, définition de contrats, achats anticipés, etc).
- Apprécier la pertinence des approches, stratégies et modalités de mise en œuvre (digitalisation, contractualisation, systèmes d'alerte).

- Tirer des leçons et formuler des recommandations opérationnelles pour des actions similaires futures, avec des mesures concrètes pour améliorer l'intégration du genre dans le pastoralisme.

5. ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LE PROJET

Les acteurs qui sont censés utiliser les résultats, apprentissages et recommandations issus de cette évaluation sont :

- Les membres du consortium du projet Inno-Rebab / Prisma : Oxfam Intermón (OES), Oxfam Burkina Faso et le RBM.
- Les organisations et bénéficiaires du projet : Crus, Recopa, AREN, Tassaght, CoGes des BAB, pasteurs.
- Les jeunes développeurs chargées de développer les outils de réservation et achat.
- L'Agence Régional pour l'Agriculture et l'Alimentation.

6. QUESTIONS D'ÉVALUATION

La mise en œuvre de cette évaluation fournira des informations nécessaires sur l'évolution des indicateurs du projet sur la base des résultats de la Base line réalisée et ainsi que des méthodologies utilisées dans les trois pays d'intervention. Les informations obtenues à partir cette évaluation alimenteront le cadre logique pour la synthèse sur les indicateurs du projet qui devra apporter des réponses aux questions suivantes :

Résultats et effets du projet

❖ Système d'information : Viabilité et pertinence

- Comment les systèmes d'information proposées par le projet contribuent-elles ou pourraient-elles contribuer à améliorer l'accès et la disponibilité de l'aliment bétail pour les pasteurs dans les zones d'intervention ?
- Ces systèmes d'information répondent-ils aux besoins réels des organisations pastorales et des gestionnaires de BAB ? Sont-elles pertinentes et adaptées au contexte sahélien (y compris en situation de crise) ?
- Quelles sont leurs principales limites techniques, institutionnelles ou d'accessibilité ?
- Quelles améliorations pourraient être envisagées pour mieux répondre aux attentes des utilisateurs ?

❖ Mécanisme de réservation et d'achat anticipé

- Quelle est la perception des utilisateurs finaux (COGES, éleveurs, femmes, jeunes) vis-à-vis du mécanisme de réservation et d'achat anticipé ?
- Quel est son potentiel d'évolution, sa durabilité et sa viabilité économique ?

- Est-il envisageable d'étendre ce mécanisme à une échelle régionale, et à quelles conditions ?

❖ Inclusion, participation et effets différenciés

- Dans quelle mesure les femmes pasteures, les jeunes et les autres groupes vulnérables ont-ils eu accès aux solutions proposées, participé aux activités clés du projet (identification des besoins, formations, utilisation des outils) et en ont-ils tiré des bénéfices ?
- Quels effets différenciés et quels changements de comportements ont été observés à leur niveau ?
- Quelles barrières persistent encore et quelles recommandations peuvent être formulées pour renforcer l'équité, la participation et l'inclusion dans de futurs projets ?

❖ Mise en œuvre et processus

- Les approches mises en œuvre (digitalisation, contractualisation, appui COGES) étaient-elles pertinentes et efficaces ?
- Ces approches ont-elles permis de lever des obstacles spécifiques rencontrés par les femmes et les jeunes dans le pastoralisme ?
- Quelles ont été les contraintes majeures (sécurité, logistique, coordination) ?
- Quelle a été la valeur ajoutée des partenaires du consortium ?
- Quels facteurs internes et externes ont facilité ou limité l'atteinte des résultats ?

7. APPROCHE MÉTHODOLOGIE

L'évaluation devra adopter une approche mixte :

Quantitative : état final des indicateurs du cadre logique, comparaison avec la baseline, analyse descriptive et statistique simple.

Qualitative : focus groupes, entretiens semi-directifs avec les parties prenantes (pasteurs, COGES, OP, RBM, Oxfam, etc.).

- Analyse de contribution pour comprendre comment et pourquoi les résultats ont été atteints ou non.

Le rapport devra contenir une section spécifique sur l'intégration du genre et de la jeunesse, incluant :

- Une analyse des effets différenciés par sexe et âge ;
- Les obstacles rencontrés par les femmes et les jeunes dans l'accès et la participation aux dispositifs du projet ;
- Les bonnes pratiques identifiées et les recommandations pour améliorer l'égalité de genre dans de futurs projets pastoraux.

Un plan de travail adapté aux contraintes sécuritaires devra être proposé.

- **NB : Oxfam au Burkina Faso dispose de la licence SurveyCTO et PowerBI. SurveyCTO sera mis à la disposition du consultant.e ou bureau d'études pour la collecte et l'analyse des données. Aucun autre logiciel ne pourrait être autorisé.**

8. ÉQUIPE, RÔLES ET RESPONSABILITÉS

Le rôle et la responsabilité du/de la Consultant(e) Évaluateur(trice) indépendant(e) externe (consultant indépendant ou cabinet) est de conduire l'évaluation finale du projet INNO-REBAP de manière rigoureuse, indépendante et participative, en intégrant de façon cohérente les approches quantitative et qualitative, et en s'appuyant sur les outils numériques et les processus d'apprentissage déjà en cours au sein du consortium.

Le travail inclura notamment les phases suivantes :

- Conception de la méthodologie d'évaluation et des outils de collecte ;
- Organisation et supervision de la collecte de données dans les trois pays (Burkina Faso, Mali, Niger), en coordination avec les équipes nationales et les points focaux des partenaires ;
- Analyse croisée des résultats (quantitatifs et qualitatifs) et formulation des constats et recommandations ;
- Organisation de séances de restitution participatives et rédaction du rapport final d'évaluation.

Rôles et responsabilités spécifiques

Membre	Rôles et responsabilités
Évaluateur/trice externe (consultant indépendant ou cabinet)	- Élaborer un rapport initial de conception méthodologique, en coordination avec les équipes Oxfam et RBM ; - Concevoir les outils de collecte (questionnaires, guides d'entretien, canevas d'analyse) adaptés au projet et validés par les partenaires ; - Coordonner la formation des enquêteurs locaux dans les zones d'intervention, en lien avec les animateurs terrain du RBM et les points focaux des COGES ; - Superviser la collecte de données terrain (quantitative et qualitative), en assurant la qualité, la sécurité et l'intégrité des données ; - Nettoyer et analyser les bases de données, établir l'état final des indicateurs du cadre logique ; - Animer une restitution des résultats préliminaires avec les équipes du projet et les partenaires (en ligne ou en présentiel selon contexte sécuritaire) ; - Intégrer les retours dans un rapport préliminaire, puis rédiger la version finale validée par Oxfam et RBM. Spécifiquement pour le Burkina Faso le consultant principal aura comme responsabilité supplémentaire : - Elaboration des documents relatifs à la demande d'autorisation de collecte des données au Burkina Faso (outil de collecte,

	méthodologie d'échantillonnage, organisation de la collecte, mode de traitement ; plan d'analyse, ...); - Participer activement à la rencontre de présentation devant le Conseil National de la Statistique (CNS) - Prendre en compte les amendements du CNS
--	--

Équipe de support et coordination

Membre	Rôles et responsabilités
Officier MEAL du projet INNO-REBAB (Oxfam et RBM)	- Appuyer la compréhension du contexte local et régional pour l'évaluateur ; - Réviser la méthodologie et les outils proposés ; - Participer à la sélection et la validation des enquêteurs terrain ; - Coordonner la logistique des activités de collecte de données ; - Assurer l'intégration des résultats dans les outils internes de redevabilité et d'apprentissage ; - Valider les résultats d'analyse et participer à la rédaction finale.
Coordinateurs/trices de terrain INNO-REBAB (Oxfam et RBM)	- Superviser et appuyer l'ensemble du processus d'évaluation au nom du consortium. - Faciliter les contacts et la coordination avec les partenaires locaux, les COGES et les organisations pastorales impliquées. - Garantir l'utilisation d'outils numériques sécurisés pour la collecte et l'analyse des données (ex. SurveyCTO, tableaux de bord en ligne). - Participer à l'interprétation des résultats, à la formulation des recommandations stratégiques et à la validation finale du rapport. - Appuyer la diffusion des résultats auprès des instances régionales (ARAA/CEDEAO, bailleurs, autorités locales). Spécifiquement pour le Burkina il s'agira pour Oxfam de : - Contribuer à l'élaboration des documents de demande d'autorisation de collecte des données au Burkina ; - Coordonner la soumission du dossier de demande à l'INSD et faire le suivi - Participer à la rencontre du CNS - Contribuer à la prise en compte des amendements du CNS en collaboration avec le consultant

9. LIVRABLES ATTENDUS

- Note de cadrage méthodologique : Il s'agit d'un document détaillant toute la méthodologie à suivre pendant l'évaluation et la réalisation du travail. Ce rapport devra inclure le cadre conceptuel de l'évaluation, le plan d'analyse prévu une description claire de l'approche utilisée pour intégrer la dimension genre et jeunesse Outils de collecte validés : Version finale des questionnaires et grilles de collecte de données conformément à la planification initiale et après incorporer les recommandations d'Oxfam et RBM. Ces outils devront comporter des questions permettant l'analyse différenciée par sexe et par âge, ainsi que l'identification des obstacles et opportunités spécifiques pour les femmes et les jeunes.
- Bases de données brute, nettoyée et analysée : Données issues de la collecte de données dans un format numérique contenant le résultat de la collecte de données. Une base des données nettoyée et analysée conformément au plan d'analyse proposé dans la conception méthodologique.
- Matrice des indicateurs finaux (endline) : Analyse de tous les indicateurs du cadre logique en ressortant le niveau de performance et le degré de réalisation des indicateurs ainsi que les causes possibles de non-réalisation. Une analyse spécifique des indicateurs liés à la participation, l'accès et les bénéfices pour les femmes et les jeunes devra être incluse.
- Rapport préliminaire d'évaluation (draft) : Version préliminaire du rapport final de l'évaluation intégrant une analyse quantitative des indicateurs et une analyse des facteurs qualitatifs de l'évaluation par pays (Burkina Faso, Niger et Mali) et une section provisoire dédiée à l'intégration du genre et de la jeunesse (incluant constats, tendances et exemples concrets) pour commentaires et retro alimentation d'Oxfam et des partenaires du projet InnoRebab.
- Restitution des résultats préliminaires (en ligne) : présentations Power Point des principaux résultats quantitatifs et qualitatifs, avec une partie spécifique sur l'intégration genre et jeunesse, en incluant les recommandations préliminaires.
- Rapport final d'évaluation : Version finale du rapport de l'Évaluation validé par Oxfam et RBM intégrant :
- L'analyse complète des résultats ;
- Une section distincte et détaillée sur l'intégration du genre et de la jeunesse, avec recommandations pratiques et opérationnelles pour améliorer ces dimensions dans les futures interventions pastorales.

Tous les livrables devront être disponibles en français.

10. CALENDRIER PROPOSÉ

Activité	Période estimée
Sélection du consultant	Septembre 2025
Note de cadrage validée	Octobre 2025
Collecte des données	Octobre 2025
Analyse & rédaction préliminaire	Novembre 2025
Restitution	Fin novembre 2025
Rapport final validé	Fin novembre 2025

11. BUDGET PRÉVU

Le budget prévu pour la réalisation de cette prestation de service est d'environ 13 307 963 F CFA TTC. Les frais d'évaluation suivants seront à la charge du/de la consultant/e (à budgétiser dans l'offre) :

- Honoraires pour la conduite du travail
- Frais de voyage au Burkina Faso, au Niger et en Espagne depuis son lieu de résidence (billet avion, visas assurances, hébergement, etc.).
- Frais de séjour au Burkina Faso, au Niger et Mali (en fonction du lieu de résidence).
- Frais de recrutement des enquêteurs e/ou des équipes d'appui dans le pays.
- Frais d'ateliers et/ou de réunions avec les équipes d'Oxfam pour la restitution à chaud des résultats des activités réalisées sur terrain.

Oxfam ne sera pas responsable des coûts liés à la mise en œuvre de l'évaluation. Toutefois, pour l'organisation d'ateliers et/ou de réunions avec les équipes nationales d'Oxfam, il sera nécessaire de se coordonner avec ces équipes qui peuvent faciliter la logistique de l'organisation de ces réunions.

12. PROFIL DU CONSULTANT / CABINET RECHERCHÉ

Le consultant ou cabinet retenu devra démontrer une expertise avérée dans l'évaluation de projets complexes en Afrique de l'Ouest, en lien avec la résilience des moyens d'existence, le pastoralisme, la gouvernance locale et l'innovation technologique appliquée au développement rural. Il/elle devra posséder les compétences suivantes :

- Expérience confirmée (minimum 7 ans) dans la conduite d'évaluations de projets de développement rural ou pastoral, notamment dans des contextes sahéliens caractérisés par une forte variabilité climatique, une mobilité des populations et une complexité sécuritaire.
- Maîtrise des approches méthodologiques mixtes (quantitatives et qualitatives), incluant les théories du changement, l'analyse de contribution et les méthodes participatives.
- Excellente compréhension du contexte du Sahel, des enjeux liés à la transhumance, à la gestion des ressources naturelles, à la sécurité alimentaire et à la structuration des organisations pastorales.
- Expérience dans l'évaluation de projets intégrant des dispositifs numériques de préférence en lien avec les services aux éleveurs ou les systèmes d'alerte communautaires.

- Diplôme universitaire Bac+5 minimum (PhD souhaité) en développement rural, sciences sociales, économie, géographie humaine, agronomie ou disciplines connexes.
- Compétences techniques solides en :
 - Collecte, traitement et analyse de données (y compris données spatiales, économiques et institutionnelles) ;
 - Analyse statistique des effets et impacts de projets ;
- Analyse qualitative (entretiens, récits, dynamiques de gouvernance locale);
- Analyse genre et jeunesse appliquée au développement rural/pastoral,
- Excellente capacité de rédaction, de synthèse et de restitution, avec des livrables clairs, orientés vers l'action et adaptables aux besoins des partenaires techniques et institutionnels (RBM, Oxfam, ARAA/CEDEAO).
- Connaissances transversales solides en matière de genre, jeunesse, protection, changement climatique et droits humains, avec des références concrètes de travaux ou évaluations ayant intégré ces dimensions.
- Capacité à travailler de manière autonome dans des environnements multiculturels et multisites, en assurant la qualité et la rigueur de l'analyse avec un accompagnement limité.
- Disponibilité pour des missions de terrain, y compris dans des zones à accès restreint, en coordination avec les équipes locales de mise en œuvre et dans le respect des protocoles de sécurité.
- Maîtrise parfaite du français écrit et oral.

13. MODALITÉ DE DÉPÔT DE CANDIDATURES

Toutes les candidatures, provenant du Burkina Faso où internationales, devront inclure les éléments suivants :

- Les documents inclus dans le dossier de candidature devront porter le titre « Évaluation finale du projet InnoRebab/Prisma – [NOM DU PRESTATAIRE] »
- Documents d'enregistrement fournisseur (voir section 16. Critères de sélection administratifs)
- CV du (de la) consultant (e) principal (e) et membres de l'équipe d'évaluation (le cas échéant)
- Une proposition technique comprenant :
 - Les antécédents du/de la consultant/e et leur importance pour cette mission
 - Une méthodologie claire
 - Un plan de travail détaillé, avec un calendrier clair pour mener à bien les tâches.
 - Au moins deux références pertinentes de consultances effectuées précédemment par le fournisseur et comparables en termes de contenu, de temps et de budget.

- La proposition méthodologique ne doit pas dépasser les 10 pages
- Une offre financière comprenant :
 - Le budget total doit détailler la décomposition des coûts par livrables/jour/heures de travail avec le taux journalier associé.
 - Les prix doivent apparaître en Francs CFA, avec et sans TVA (Préciser le Taux de TVA si applicable).
 - Le budget total proposé doit comprendre tous les coûts facturés à Oxfam : tous les services techniques, les voyages à destination et en provenance (classe économique), les frais de visa, les vaccinations et la prophylaxie nécessaires et les assurances pertinentes.
 - Les frais de séjour et déplacements sur Ouagadougou, Niamey ou Bamako devront être couverts et gérés directement par le/la Consultant/e ou le Cabinet (Hôtel, Taxi, restaurant ; etc.) et inclus dans l'offre financière.
 - Les frais de traduction locale, seront couvertes et gérées séparément par le projet.

Oxfam se réserve le droit de demander aux postulants de présenter les copies des diplômes mentionnés dans leur CV le cas échéant.

14. DATES LIMITES

Toutes questions, remarques ou demandes d'éclaircissements peuvent être envoyées à procurement.burkina@oxfam.org

Les questions seront répondues de manière anonyme à tous les candidats au plus tard 03/10/2025, 17 :00h CET. Les devis/offres doivent être envoyés à Procurement.Burkina@Oxfam.org au plus tard le 12/10/2025, 23 :59 h CET. Les offres reçues après la date limite ne seront pas prises en compte.

15. MODALITÉ DE SÉLECTION DE L'ÉVALUATEUR/TRICE EXTERNE

Toutes les propositions seront évaluées en fonction des critères suivants :

- Compréhension des TdR et respect du cahier des charges
- Niveau de compétences démontrées du/de la consultant/e et compétences selon les termes de référence
- Faisabilité, cohérence et pertinence de la méthodologie
- Degré dans lequel la proposition technique intègre le travail en coordination et synergie avec Oxfam, en en générale, niveau de compréhension de l'intégration des demandes dans l'évaluation
- Prise en compte de la dimension genre dans la proposition méthodologique
- Coût-efficience du budget, compte tenu des fonds disponibles

16. CRITÈRES DE SELECTION ADMINISTRATIFS

Le fournisseur sélectionné devra signer le Code de conduite des fournisseurs en même temps que le contrat. Il est donc essentiel que tous les fournisseurs en aient connaissance et l'acceptent avant de soumettre une offre.

- Code de conduite d'Oxfam - Fournisseurs: <https://oxfam.box.com/v/Code-Conduite-Fournisseurs>

Les soumissionnaires doivent joindre à leur offre une copie de leur inscription à la chambre de commerce compétente et/ou un document prouvant leur inscription en tant qu'indépendant leur numéro d'identification fiscale.

17. PERSONNES DE CONTACT

Pour plus d'information par rapport au contenu de ces TdRs, merci de vous référer à l'adresse suivante procurement.burkina@oxfam.org